

PERSPECTIVE DE L'APPLICATION DE L'ETHIQUE RICOEURIENNE A LA
BONNE GOUVERNANCE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Magloire TIMAKO N'KOPEMBI

Enseignant chercheur, Université de Bangui

Courriel : tmalgloiretimatiko2@gmail.com

Université de Bangui

Submitted: 2023-11-15

valued: 2023-12-26

validated: 2023-12-30

RESUME.

Le choix d'orienter la politique en sens éthique redevient une priorité, même si une distinction est nécessaire : l'éthique ne se confond pas avec la politique, mais elle la conteste et la met en question ; l'éthique, donc, problématise la politique. De toute évidence, aujourd'hui dans le monde, particulièrement en RCA, l'être humain ne constitue plus la valeur humaine. En effet, la vie humaine n'est plus sacrée car pour peu de chose le Centrafricain est prêt à utiliser la violence : asservir, violer, voler, incendier des maisons, piller, etc. La solidarité et le sentiment qui poussent à aimer et à aider son prochain a perdu de sa valeur au détriment de l'égoïsme, de la méfiance, de la haine, de la corruption, du pessimisme, du matérialisme et du solidarisme. En tout état de cause, la RCA a besoin d'une nouvelle éthique politique et d'un nouvel humanisme pour sortir de ses vieilles habitudes, cultiver l'amitié, l'amour, l'éducation, la solidarité, la mutualité, la sollicitude qui sont des chemins d'humanisation et de développement. En tout état de cause, la RCA a besoin d'un nouvel élan (humanisme) pour rebondir.

Mots clés : éthique ; politique ; gouvernance ; humanisme ; RCA.

PERSPECTIVE OF APPLICATION OF RICOEUR'S ETHIC AT THE GOOD RULE
IN CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

ABSTRACT

The choice to orient policy an ethical sense again becomes a priority even if a distinction is necessary : ethics does not nerge with policy but challenges it and calls it in to question : ethics there fere problematizes politics. Obviously, today in the world, especially in the CAR being human is no longer human value. Indeed human life is a no longer sacred because for little the Central African is ready to use violence : to kill, torture, oppress, enslave, rape, steal, burudown, loot houses and so forth. Solidarity and the feeling that pushes to love and so forth. Solidarity and the feeling that pushes to love and help his neighbor has lost value at the expense of egolism, nistrust, hatred, corruption, pessimism, materialism and solidarism. In any case, the CAR needs a new ethic, policy and a new humanism to come out of it self ; cultivate frundshep, love, education, solidarity, munality, care which are paths of humanization and

Keywords: ethic, policy, rule, humanism, CAR.

pour sauvegarder le sens de la liberté. L'éthique vise non seulement le bonheur des hommes mais surtout, elle est la forme expressive des liens interpersonnels. Elle apparaît « comme un milieu où le soi et l'autre partagent à égalité le même souhait de vivre-ensemble ». (Ricœur, 1990, P. 227). L'amitié est le lieu où les individus partagent à égalité le même souhait de vivre-ensemble.

En effet, touchant le premier point, nous comprenons par « institution » à ce premier niveau d'investigation toutes les structures du vivre-ensemble d'une communauté historique, irréductibles aux relations interpersonnelles et pourtant reliées à celles-ci en un sens remarquable que la notion de distribution qu'on retrouve dans l'expression de « justice distributive » permet d'éclairer. La visée éthique s'étend à tous ceux que le face-à-face laisse en dehors au titre de tiers. L'idée est de former une égalité proportionnelle qui maintiennent les inévitables de la société dans le cadre de l'éthique. Il est certes inévitable que l'idée de justice s'engage dans les voies du formaliste par quoi nous caractérisons dans un moment la morale. Mais il est important de s'arrêter à ce stade initial où la justice est encore une vertu sur la voie de la vie bonne et où le sens de l'injustice précède par la lucidité les arguments des juristes et politiques.

La deuxième partie de cette analyse revient la tâche de justifier la deuxième proposition, à savoir qu'il est nécessaire de soumettre la visée éthique à l'épreuve de la norme. Il est aussi important de montrer de quelle façon les conflits suscités par le formalisme, étroitement solidaire du moment déontologique, ramènent de la *"morale à l'éthique"* à une enrichie par le passage, par la norme et inscrite dans le jugement moral en situation.

Une bonne action n'est pas parfaite absolument mais relativement à celui qui l'accomplit. Dans tous les cas, la R. C. A est aujourd'hui devant l'urgence de choisir des bonnes actions : la visée éthique et de la morale est de vivre bien envelopper de quelque manière le sens de la justice, cela est impliqué par la notion même de l'autre. Corrélativement, la justice s'étend plus loin que le face-à-face. Deux assertions sont ici en jeu : selon la première, le vivre-bien ne se limite pas aux relations interpersonnelles, mais s'étend à la vie dans des institutions ; selon la seconde, la justice présente des traits éthiques qui ne sont pas contenus dans la sollicitude, à savoir pour l'essentiel une exigence d'égalité d'une sorte que celle de l'amitié.

Le premier principe de justice ne devrait pas faire problème pour les Centrafricains : chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus entendu de libertés de base, égal pour tous, qui soit compatible avec le même pour les autres ; ce premier exprime l'égalité des citoyens devant la loi sous la forme d'un partage égal des sphères de liberté.

L'expérience historique montre en effet qu'il n'y a pas de règle immuable pour classer dans un ordre universellement convaincant des revendications aussi estimables que celles de la sécurité, de la liberté, de l'égalité, de la solidarité, de prospérité, etc. Le débat public, dont l'issue reste aléatoire, peut donner naissance à un certain ordre de priorité. Mais cet ordre ne voudra que pour un peuple, durant une certaine période de son histoire, sans jamais remporter une conviction irréfutable valable pour tous les hommes et pour tous les temps. Quel est alors le rôle de l'éthique politique dans une société complexe ?

1. Le rôle de l'éthique politique dans une société complexe : cas de la République Centrafricaine.

Nous pouvons admettre que l'éthique n'est certes pas parfaite, comme chez certaines communautés humaines naguère marquées par le peu de développement des ressources intellectuelles et techniques. Le cas de la R.C.A présentement pose gravement problème et ses nombreuses crises interpellent tout entendement. Certains dirigeants de ce pays ne veulent pas la remise en cause et les débats contradictoires qu'ils considèrent comme des sortes de blasphèmes. Le vrai dialogue est un vain mot. Tous les conflits sanglants de la R. C. A trouvent leur explication dans le mépris du dialogue, le non-respect de la dignité humaine, le manque de liberté et de justice.

Il est aussi urgent de mettre en pratique le pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et du développement durable. Le Forum National de Bangui (tenu en Juin 2021) avait pour objectif l'affermissement de la cohésion sociale au niveau national et la préservation de l'unité du pays menacée par des idées divisionnistes. C'est à cette fin que cette assise a adopté 643 recommandations dont le pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République Centrafricaine était condensé. Ayant ensuite dégagé la structure du pacte républicain comme étant transversale, il fallait mettre en exergue les points essentiels des quatre thématiques du Forum National de Bangui, à savoir : Gouvernance ; Justice et Réconciliation ; Paix et Sécurité ; Développement économique et Social. Constatant que les recommandations du Forum National de Bangui n'ont pas résolu les causes profondes de la crise centrafricaine puisque la violence aveugle persistait dans le pays.

De manière incisive et responsable, les intervenants ont abordé toutes les questions touchant les problématiques de la paix, de réconciliation nationale mais surtout de gestion de la chose publique dans le pays. Fustigeant à l'unanimité l'illusion du normal dans le pays alors que tout ne va pas, la question récurrente était : pourquoi les choses n'ont pas marché et ne marchent pas ? Autour de cette question lancinante, des diagnostics de la situation du pays ont été esquissés, des analyses des causes profondes des crises répétitives ont été faites mais également des recommandations

concernant la préparation et l'organisation du dialogue républicain ont été formulées. Certaines pistes de solutions ont été évoquées ci-dessus en voici d'autres :

- la priorité au pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République Centrafricaine.
- les leçons du Forum National de Bangui pour mieux organiser le Dialogue Républicain.
- La reprise de la stratégie nationale de réconciliation et accorder une primauté à la mise en place des comités locaux de paix.
- Constitué le renforcement des Forces Armées Centrafricaine en ce qui concerne notamment les équipements et la logistique.
- Interdire le vagabondage des députés pour donner la force à l'Assemblée Nationale, au sénat et aux autres institutions de l'Etat pour leur meilleur encadrement.
- Engager les institutions à mettre l'accent particulier sur l'éducation de base et la culture civique à travers l'introduction de l'instruction civique dans les programmes d'enseignement et de formation à tous les niveaux.

Ricœur souligne la nécessité de penser une nouvelle éthique qui va promouvoir la politique. A cet égard, Ricœur donne une double définition à la notion de conflit, est démocratique un Etat qui ne se propose pas d'éliminer les conflits, mais d'inventer des procédures leur permettant de s'exprimer et de rester négociables. L'Etat de droit, en ce sens, est l'Etat de la libre discussion que justifie la pluralité des partis ; du moins l'idéal de la libre discussion est assuré à un nombre toujours plus grand de citoyens. Nous en avons tous retenu au moins un aspect en faisant de l'indépendance des juges des critères discutables de l'éthique et la politique.

Dans une société, le citoyen peut-il réellement participer à la vie politique de son pays ? C'est ainsi que Jean Ellul prétend soutenir que :

Ce que l'on nous propose là, c'est en réalité la démocratie de propagande, celle où le citoyen ne décide plus rien parce qu'il est intégré dans une masse fortement organisée, manipulée par la propagande et qu'il se borne à adhérer avec enthousiasme à toutes les décisions prises en son nom, ou encore à formuler avec autorité tout ce qui lui est suggéré. » (2004 : 235).

Les citoyens qui sont dans cette masse mettent leur liberté en gage ; ils perdent leur authenticité et leur disponibilité parce qu'ils sont manipulés et utilisés par les leaders politiques. Ils commettent parfois des actions sans réflexion véritable qui plongent parfois les citoyens dans une perte totale de leurs libertés.

Eu égard à ce qui précède, nous pensons pour notre part que si les dirigeants Centrafricains et leur peuple décident d'emprunter de manière irréversible les voies du dialogue et de la négociation permanente concernant leurs problèmes de vie commune, alors la paix ne sera jamais gravement perturbée. Une politique solide et intelligente consiste à poursuivre le bien-vivre ensemble de tous les citoyens.

Dans la mesure où l'existence humaine, l'éthique et la politique orientent l'action avec plus de vigueur et de radicalité que la complexité concrète des faits et des réalités, il s'ensuit que la complexité de la crise Centrafricaine a besoin d'une solution éthico-politique.

Nous pensons que la politique nous oblige à beaucoup réfléchir aux exigences du nouveau commandement. Nos faiblesses fondamentales ne se transformeront nullement en forces d'actions par une baguette magique. Le fait est celui que mettait en exergue André Siegfried :

Un certain niveau de vie est nécessaire pour qu'un progrès moral, au moins collectif et social, se développe. Théoriquement et individuellement, rien n'empêche l'épanouissement spirituel le plus magnifique dans la privation la plus excessive (les ordres religieux sont là pour le prouver), mais en fait, dans la misère ou la barbarie, surtout quand elles durent et s'installent, l'esprit ne peut s'épanouir. Et si l'on considère le peuple dans son ensemble, il est absolument nécessaire qu'il ait un certain niveau de vie minimum ; il faut que les hommes soient physiquement entiers, que leur hygiène ne soit pas déplorable, qu'ils soient suffisamment alimentés. (Cité par Njoh-Mouelle, 1988, P. 69).

La République Centrafricaine est un pays qui a des défis à relever par rapport au postulat de tout progrès moral. Autrement dit, le bien-être et l'aisance sont le fondement du bien vivre moral, ce qui est une idée très importante pour un pays comme la République Centrafricaine où les conditions matérielles d'existence ne sont pas toujours reluisantes. Pour bâtir la République Centrafricaine, les Centrafricains ont des défis à relever concernant la bonne gouvernance :

- Promotion de la bonne gouvernance par la loi et les textes réglementaire identifier les lois dépourvues de textes d'application et en faire le suivi.
- La thématique justice et la réconciliation.
- Sur la thématique paix et sécurité.

Pour cela, l'objectif principal des hommes politiques Centrafricains devraient être un combat pour l'égalité entre les individus, la justice, la paix, le vivre ensemble et le bien-être.

L'éthique permet de répondre à la crise démocratique en donnant un sens humain à la vie, pas un sens au respect des droits de l'homme, hérité simplement du passé et proposé aujourd'hui, l'idéologie mais le sens bâti dans les bonnes relations interpersonnelles. En facilitant la formation des associations, des mouvements et en général de l'associatif, l'éthique aide les personnes à maîtriser la vie démocratique et à retrouver la nécessité vitale des relations qualitatives, personnelles et communautaires. Comment alors réunir les conditions matérielles d'un bien-être collectif en République Centrafricaine ?

2. L'éthique, une voie pour promouvoir la démocratie.

L'organisation démocratique doit aller de pair avec l'éthique, le juridique c'est-à-dire avec la mise en place du droit et des instruments nécessaires pour faire respecter les lois instituées. Tous les Centrafricains ont le droit de mettre en pratique et de bénéficier des principes démocratiques qui sont : droit de l'homme, majorité, minorité, le bien commun, propriété politique et économique, subsidiarité, mondialisation, vie comparative, société civile, souveraineté du peuple, respect des règles, des valeurs du système démocratique, autorité politique, information, participation de tous, pluralisme social et libres associations etc.

Certes, l'objectif suprême et raisonné de l'éthique de la démocratie est de tendre vers la perfection, le bonheur de la cité. Pour Aristote par exemple, la « cité » est « la forme la plus haute de la vie sociale, supérieure au village ou à la famille. Il a tendance à considérer la cité comme un organisme régi par des fonctions propres auxquelles doivent concourir les différentes parties. » (E. Clément, 1989 : 25). Cela signifie que la démocratie et la politique sont nobles et sublimes puisqu'elles ne devraient poursuivre que des fins raisonnables, bonnes et vertueuses dans l'intérêt supérieur des citoyens. La démocratie et l'éthique doivent alors procurer aux citoyens le souverain bien et le bonheur, ce qui n'est possible qu'au prix de la justice sociale, de la sécurité, de la paix, du respect des droits du citoyen, de la clairvoyance dans les affaires publiques. Ces principes doivent être prioritaires dans l'esprit des dirigeants Centrafricains.

Aujourd'hui, les Centrafricains attendent une contribution de la foi chrétienne, des partis politiques, de la société civile qui doivent aider le gouvernement à trouver la paix et une démocratie durable. Les hommes politiques doivent témoigner leur foi avec une énergie renouvelée, en faisant tout leur possible pour bâtir une stratégie de la solidarité. Ainsi, la démocratie se caractérise par deux valeurs primordiales : la liberté et l'égalité. D'autres valeurs viennent s'ajouter comme : la tolérance, la coopération et le compromis social, l'acceptation de la différence, la solidarité, la paix, le soi-même comme un autre, la justice, le vivre-ensemble. Dans son ouvrage intitulé

« Avant la loi morale : l'éthique », Ricœur écrivait : « L'autre recours à moi » et « par cette demande, je suis capable de responsabilité » (P. Ricœur, 1985 : 43). Plus loin, le philosophe précise :

Bien sûr le soi est appelé à la responsabilité de l'autre. Mais, comme l'initiative de l'injonction revient à l'autre, le soi est atteint de l'injonction seulement à l'accusatif. Et l'appel à la responsabilité a comme unique face à face la passivité d'un moi convoqué. (P. Ricœur, 1990 : 221).

L'éthique peut-être exprimé par la notion d'estime de soi-même. Les démocrates et politiciens Centrafricains devraient s'appuyer sur des instruments, des institutions et des outils comme des constitutions, le pouvoir judiciaire, la société civile, les médias, pour asseoir leurs programmes politique.

L'éthique permet de répondre à la crise démocratique en République Centrafricaine, donnant un sens humain à la vie, pas un sens au respect des droits de l'homme, hérité simplement du passé et proposé aujourd'hui, ni un sens par l'idéologie, mais le sens bâti dans de bonnes relations interpersonnelles. En félicitant la formation des associations, des mouvements et en général de l'activité associative, l'éthique aide les personnes à maîtriser la vie démocratique et à retrouver la nécessité vitale des relations qualitatives, personnelles et communautaires.

Ensuite, en poursuivant un peu plus loin, la participation à la vie éthique et communautaire n'est pas seulement une des plus grandes aspirations du citoyen, appelé à exercer librement et de façon responsable son rôle civique avec et pour les autres, mais c'est aussi un des piliers de toutes les institutions démocratiques.

En effet, la participation de tout le monde à la vie éthique et démocratique, peut être obtenue dans toutes les relations possibles entre les citoyens et les institutions : à cette fin, une attention particulière doit être accordée aux contextes historiques et sociaux dans lesquels devrait se réaliser. Le dépassement des obstacles culturels, juridiques et sociaux, qui se posent souvent comme véritables barrières dressées contre la participation solidaire des citoyens au sort de leur communauté, requiert une œuvre d'information et d'éducation. En ce sens, tous les comportements qui incitent le citoyen à des formes de participation insuffisantes ou incorrectes et à la désaffection répandue pour tout ce qui concerne la sphère de la vie sociale éthique démocratique.

Une démocratie authentique n'est possible que dans un Etat démocratique, de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine. Elle requiert la réalisation des conditions nécessaires pour la promotion des personnes, par l'éducation et la formation à un vrai idéal et aussi l'épanouissement de la "*personnalité*" de la société, par la création de structures de participation et de coresponsabilité.

Une démocratie authentique n'est pas seulement le résultat d'un respect formel de règles éthiques mais le fruit de l'acceptation convaincue des valeurs qui inspirent les procédures démocratiques : la dignité de chaque personne humaine, le respect des droits de l'homme, le « *bien commun* » comme fins et critères de régulation de la vie politique. S'il n'existe pas de consensus général sur de telles valeurs, la signification de la démocratie se perd et sa stabilité est compromise.

Dans le système démocratique, l'autorité politique devrait être le garant de l'éthique. Les organismes représentatifs doivent être soumis au contrôle effectif du corps social. Ce contrôle est possible avant tout grâce à des élections libres qui permettent de choisir et de remplacer les représentants. L'obligation, pour les élus, de rendre compte de leur action et qui est garantie par le respect des échéances électorales, est un élément constitutif de la représentation démocratique et éthique.

Ceux qui exercent des responsabilités politiques ne doivent pas oublier ou sous-évaluer la dimension morale et éthique. Dans cette perspective, autorité responsable signifie aussi autorité exercée en faisant appel aux vertus qui favorise la bonne pratique du pouvoir démocratique et de l'éthique, dans un esprit de service (patience, modestie, modération, charité, effort de partage). La question qui nous embarrasse est celle-ci : l'éthique Ricœurienne peut-elle contribuer à la promotion de la démocratie en République Centrafricaine ?

Nous sommes partis du constat que l'éthique est une voie pour promouvoir la démocratie. Ainsi, nous allons aborder maintenant les ressources de l'éthique Ricœurienne pour la promotion de la démocratie en R. C. A.

3. Les ressources de l'éthique Ricœurienne pour la promotion de la démocratie en République Centrafricaine.

L'éthique, pour Paul Ricœur signifie faire référence à la règle d'or, si essentielle dans sa laïcité : « fais aux autres ce que tu voudrais que l'on te fasse. » (Matthieu, 7 : 12, 1988). Ricœur pense que l'éthique nous oblige à aborder les problèmes et le monde d'une manière consciente. Ricœur avait localisé dans la responsabilité politique la tâche d'une éthique du pouvoir dominée par le paradoxe de l'équilibre entre éthique de la conviction (définie par l'excellence du préférable) et l'éthique de la responsabilité définie par le réalisable, en un contexte historique donné et par un emploi modéré de la force).

L'éthique Ricœurienne ne prend pas l'aspect de l'impératif catégorique comme chez Emmanuel Kant. Elle rappelle que ceux qui sont sans voix demandent leur part dans la répartition des ressources de leur pays. La politique de la responsabilité doit « transformer les différences d'exclusion en altérité relationnelle. » (P. Foulquié,

2000 : 158). L'éthique a une responsabilité de garantir la liberté, la justice, les droits de l'homme, d'éviter la guerre de tous contre tous, de créer les conditions de relations interpersonnelles qui aboutiront à l'expression de la volonté générale qui se trouve être l'un des principes de la démocratie.

L'objet de notre recherche est donc manifeste et conforme à notre explication. Nous avons dit en effet, qu'une l'éthique procure la paix, le bonheur et oriente les hommes vers la démocratie, à la volonté générale (peuple). Le bonheur est une activité de l'âme conforme à la vertu ; les autres biens doivent être à la disposition des citoyens. L'activité élevée est la démocratie, elle rend les hommes, bons citoyens, pratiquant l'honnêteté.

Le pouvoir exécutif est exercé par le chef de l'Etat, qui joue un rôle plus ou moins important selon le régime politique et le gouvernement. Le pouvoir législatif est chargé de la rédaction et de l'adoption des lois. Ce pouvoir législatif est généralement exercé par le parlement. Dans le système démocratique véritable, il revient au pouvoir législatif de contrôler le pouvoir exécutif. Cette mission ne peut-être efficacement réalisée que s'il y a une véritable séparation de pouvoirs entre exécutif et législatif. D'une manière générale, le contrôle des actions gouvernementales par les députés est complexe et souvent dans la pratique démocratique en République Centrafricaine. Le chef de l'exécutif est souvent issu du même parti que celui de la majorité au parlement.

Le pouvoir judiciaire s'attache aux principes d'égalité et de justice considérés comme gages de stabilité. Comme le souligne Jean Paul Vernant « ... sous le règne de la loi, la Cité devient un cosmos équilibré et harmonieux. » (1981 : 64). C'est cette condition qui pourrait permettre au peuple de vivre dans l'égalité, la justice et éviter le comportement incivique.

Finalement, comme l'affirme Rosanvallo, si « l'idéal démocratique règne désormais sans partage, les régimes qui s'en réclament suscitent partout des vives critiques » (1992 : 309). La Centrafrique, dans laquelle la personnalisation outrancière du pouvoir est toujours en œuvre, demeure l'exemple du rendez-vous démocratique manqué.

Les hommes politiques Centrafricains devraient se référer à Paul Ricœur qui n'hésitait pas à penser en terme éthique que la démocratie permet aux hommes de prendre des décisions en commun accord. A cet égard, Ricœur donne une double définition à la démocratie, d'abord par rapport à la notion de conflit, ensuite par rapport à celle de pouvoir. L'éthique fait la promotion de la démocratie, cette démocratie vise non seulement le pouvoir d'organisation politique par le peuple et pour le peuple, mais vise aussi le bonheur des hommes, mais surtout la forme expressive des liens interpersonnels. Elle apparaît « comme un milieu où le soi et

l'autre partagent à égalité le même souhait de vivre ensemble. » Paul Ricœur, 1990, P. 225. A. La démocratie est le détour par lequel l'on acquiert une vie accomplie. Elle est le propre de l'homme. Mieux, elle est limitée aux relations humaines. Seuls les hommes ont conscience de la notion de la démocratie. En réalité, la démocratie est le régime dans lequel la participation à la grande décision est assurée à un nombre toujours plus grand de citoyens. Mais, comme l'initiative de l'injonction revient à l'autre, comme unique face à face la passivité est moins convoquée.» Paul Ricœur, B. 1990, P.221.

Par ailleurs, il est urgent que les Centrafricains rompent avec les vieilles habitudes qui sont la violence, les conflits, le tribalisme pour s'intégrer dans la seule logique libératrice aujourd'hui et s'orienter vers la rationalité philosophique, politique, démocratique, éthique et scientifique. Se libérer, c'est quitter le monde de la dictature, du racisme, du clanisme, du régionalisme, du traditionalisme pour maîtriser les nouvelles armes de la construction du monde : la science, la technologie, la démocratie et une pratique rationnelle de la politique et de la vie sociale.

Si les Centrafricains se fondent solidement sur l'éthique Ricœurienne, ils pourront fonder une démocratie solide et intégrale. Dans ce cas, le droit de l'homme, l'éthique et la démocratie doivent être bien défini, respecté, vécu aussi selon les modalités de la solidarité et du dévouement à son prochain. La démocratie, l'éthique et la justice exigent que chacun puisse jouir de ses biens et de ses droits que nous considérons comme la mesure minimum de l'amour. L'éthique et la démocratie deviennent d'autant plus humaine qu'elle est caractérisée par l'effort pour parvenir à une conscience plus mûre de l'idéal vers lequel elle doit tendre, qui est la « *civilisation d'amour* ».

De là, en appliquant les principes éthiques et démocratiques, le sujet de l'autorité politique est le peuple, considéré dans sa totalité comme détenteur de la souveraineté. Sous diverses formes, le peuple transfère l'exercice de sa souveraineté à ceux qu'il élit librement comme ses représentants, mais il conserve la faculté de la faire valoir en contrôlant l'action des gouvernants et en les remplaçant s'ils ne remplissent pas leurs fonctions de manière satisfaisante.

Tout compte fait, l'égalité, la justice, l'Etat de droit, la liberté commune à l'égard des lois sont des principes philosophiques, éthiques et démocratiques qui définissent la République. La question qui nous embarrasse est celle-ci : l'éthique et la démocratie Ricœurienne peuvent-elles résoudre les problèmes de la République Centrafricaine ?

Les droits de l'homme doivent être tenus pour sacrés dans le domaine de la morale. A l'opposé de la morale, Ricœur pense que la politique est un art pratique et social, un ensemble de techniques ou de manœuvres visant la prise et la conservation du pouvoir par la force, ce qui du coup crée un fossé entre la morale et la politique.

Dans ce même ordre d'idée, Max Weber admet que « celui qui tue par l'épée périra par l'épée. » (1984 : 169). L'éthique absolue de l'évangile est beaucoup plus pratique. Cela signifie par ailleurs que le mal que nous commettons aujourd'hui à n'importe quel individu, nous le subirons dans l'avenir.

La parabole du jeune riche nous dit par exemple : « Et il s'en alla le cœur triste, car il possédait beaucoup de biens » (M. Weber, 1988 : 170). Le commandement de l'Evangile est inconditionnel et univoque : donne tout ce que tu possèdes- absolument tout sans réserve. L'homme politique dira que ce commandement est une exigence sociale irréalisable et absurde aussi longtemps qu'il ne s'applique pas à tout le monde.

Le problème se pose en R.C.A plus particulièrement dans les comportements des hommes politiques Centrafricains est leur mauvaise gouvernance et leurs moralités douteuses qui entraînent des crises graves. Les comportements de ces hommes politiques que nous venons de relever rejoint les remarques de Kant : « S'il y'a parmi ton peuple certains chefs privilégiés qui t'ont simplement choisi comme leur souverain, sème entre eux la discorde et brouille-les avec le peuple ; soutient ce dernier en lui promettant fallacieusement plus de liberté et tout dépendra de ta volonté absolue. » (E. Kant, 1983 : 62).

Si l'on examine tous les régimes politiques qui se sont succédé en République Centrafricaine, ils se masquent tous sous la contrainte des lois civiles. Tous les régimes ont usé de la violence pour faire asseoir leurs autorités.

Ricœur parle seulement d'intersection de sphères et non pas de coïncidence entre la morale et la politique.

La société Centrafricaine, souffre d'une faiblesse de la conviction éthique après plusieurs coups d'Etat, mutineries, rébellions où la politique invoque volontiers la morale. La réflexion philosophique est fascinée par des problématiques non éthiques, si elles ne sont pas anti-éthique, au moment même où l'on veut de bonne foi moraliser la politique.

C'est ainsi que, Ricœur le philosophe Français pense que la force est axée sur la notion de l'Etat de droit. L'Etat ne peut être défini si l'on n'incorpore pas à sa fonction le monopole de la violence légitime. Il pense que la politique est une confrontation entre la forme et la force. Le pouvoir ne se réduit pas à celle de la violence. Il convient d'y ajouter que tous les Etats modernes sont issus de la violence.

La définition de l'Etat par la violence seule aboutit à méconnaître la grandeur des conquêtes de la liberté et de la morale. Il est aussi remarquable de constater qu'un parti politique, en accédant au pouvoir en République Centrafricaine, écrase et domine les autres partis ou les opposants. La vie politique reste inéluctablement marquée par la lutte pour conquérir, garder, reprendre le pouvoir.

Conclusion

Nous nous sommes essentiellement attaché à circonscrire la perspective de l'application de l'éthique Ricœurienne à la bonne gouvernance en République Centrafricaine. Nous pensons que, cette interprétation permet de donner sa juste place aux idées de morale, des politiques et de sociologie de l'être humain. Il est bien vrai que l'effectuation de notre liberté et la reconnaissance par nous de celle d'autrui nous mettent dans une situation éthique que nous devons commencer à appliquer.

Ainsi, pour respecter le caractère mixte de l'idée de valeur, nous dirons que la justice et la politique sont les règles socialisées toujours en tension avec le jugement moral de chacun. Ricœur écrivait à juste titre : « La vertu de justice s'établit sur un rapport de distance à l'autre aussi originaire que le rapport de proximité à autrui offert dans son visage et sa voix. Ce rapport à l'autre, est si l'on ose dire, immédiatement médiatisé par l'institution. L'autre, c'est le toi, l'autre, selon la justice, c'est le chacun » (P. Ricœur, 2001 : 14-15). Cette dialectique de la socialisation et du jugement moral privé fait de la valeur un mixte entre la capacité de préférence et d'évaluation liée à la requête de liberté, la capacité de reconnaissance qui nous fait dire que la volonté de l'autre vaut autant que la mienne et un ordre social déjà éthiquement marqué par l'idée de valeur que nous venons d'examiner.

Ainsi, pour respecter le caractère mixte de l'idée de valeur, nous dirons que les valeurs de la justice, de la démocratie et de la politique sont les règles socialisées toujours en tension avec le jugement moral de chacun. Cette dialectique de la socialisation et du jugement moral privé fait de la valeur un mixte entre la capacité de préférence et d'évaluation liée à la requête de liberté, la capacité de reconnaissance qui nous fait dire que la volonté de l'autre vaut autant que la mienne et un ordre social déjà éthiquement marqué par l'idée de valeur que nous venons d'examiner.

L'enjeu de notre réflexion a donc été essentiellement le suivant : malgré cette ambiguïté entre la morale et la politique, Ricœur insiste beaucoup sur l'intersection de l'éthique, de politique que sur l'écart qui sépare les centres respectifs de la sphère éthique et de la sphère politique et de la bonne gouvernance. Le danger de nos jours paraît beaucoup plus grand d'ignorer l'intersection entre l'éthique et la politique que de les confondre.

Finalement, la politique sans éthique est vaine. Comment peut-on résoudre la problématique de la démocratie et sa dégradation en République Centrafricaine sans recours à l'éthique au sens ricoeurien ?

Références bibliographiques

- Bible de Jérusalem, 1988, Ed. du Cerf. Verbaux Bible.
- Ello Jean, 2004 : *L'Illusion politique*, Ed. la petite Vermillon.
- Foulquié Paul, 1986 : *Dictionnaire de la langue philosophique*, Presses Universitaires de France,
- Kant Emmanuel, 1983 : *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Delagrave.
-
- Njoh-Mouelle, 1988 : *De la médiocrité à l'excellence*, Ed. Yaoundé.
- Ràsanvallo Paul, 2012 : *La contre démocratie*, Ed. Découverte, Paris.
-
- Ricœur Paul, 2001 : *Le juste 2*, Paris, Esprit.
1990 : *Soi-même comme un autre*, Paris, Ed. Seuil.
1985 : « Avant la loi morale : l'éthique », in *Encyclopaedia Universalis*, II, « les enjeux », Paris.
1985 : *Temps et Récit t. 3 Le temps raconté*, Ed. Seuil, TR3, 1985.
1964 : *Histoire et vérité*, Ed. Seuil, HV.
- Weber Max, *Le savant et le politique*, P. U. F.